

POINT DE VUE

« Les pays en développement sont l'enjeu de l'après-Kyoto »

par Anil Agarwal*

Directeur du Centre pour la science et l'environnement de New-Delhi (Inde), Anil Agarwal a participé au sommet de Kyoto sur le réchauffement climatique. Il expose dans cette tribune les conditions auxquelles, selon lui, les pays du Sud pourraient s'associer à la réduction des émissions de CO₂ décidée par les pays industrialisés.

La conférence de Kyoto a été comme un film Hollywoodien, riche en épisodes dramatiques avec, en coulisse, de nombreux accord stratégiques. Plusieurs semaines après ce sommet diplomatique, il est maintenant clair que le ballet de Kyoto a été soigneusement managé par le gouvernement des Etats-Unis. Sa stratégie a été dévoilée avec précision dans un article du correspondant du *Washington post* publié par l'*International Herald Tribune* le 15 décembre dernier.

Compte tenu de la pression exercée par le Congrès hostile à toute réglementation sur ce sujet, l'administration Clinton-Gore (vice-président des Etats-Unis, note de la Rédaction) a clairement réalisé qu'elle ne pourrait aller à Kyoto avec des engagements précis. Le premier volet de sa stratégie était de montrer son attachement à l'issue de la négociation en dépit du ridicule de ses propositions. Cette stratégie a aidé à les opposants américains à admettre finalement une certaine réduction des émissions de gaz à effet de serre.

A l'égard des pays en développement, les Etats-Unis ont développé une autre approche en avançant une exigence aussi vague que celle de leur « *participation significative* » à la réduction de l'effet de serre.

L'*International Herald Tribune* affirmait sans ambiguïté que tout

cela était soigneusement réfléchi. Il citait un responsable officiel disant que « *la stratégie des Etats-Unis tout au long du sommet était de voir ce qui pouvait être bouclé à Kyoto, de retarder l'envoi du traité au Sénat pour la ratification et de mettre en attente, jusqu'à la prochaine négociation dans un an, la participation des pays en développement à la réduction des émissions de CO₂* ». En l'espèce, ce sont les pays en développement qui constituent maintenant l'enjeu véritable de l'après-Kyoto.

Le monde devra s'entendre sur un volume global d'émission de gaz carbonique, chaque individu - au Nord comme au Sud - devant disposer de la même part

Quelles options peuvent avoir des pays comme l'Inde et la Chine dans un tel scénario ? Les deux puissances asiatiques doivent clairement définir ce qu'est une « *participation significative* ». Et elles devraient dire que cette « *participation significative* » ainsi précisée ne serait mise en œuvre qu'à la condition d'un accord clair sur de bases équitables sur les émissions de CO₂.

Cela signifie que le monde devra s'entendre sur un volume global d'émission de gaz carbonique pour les quatre ou cinq prochaines décades, ce volume devant être calculé par individu, chacun d'eux disposant, au Nord comme au Sud de la même part. Seuls les pays ne dépassant pas leur budget d'émission - leur quota - pourraient céder un droit

d'émission à ceux qui dépasseraient le leur. Et si les pays de l'Ouest refusaient, la Chine et l'Inde devraient dire clairement au monde qu'ils se retireraient du protocole de Kyoto, exactement comme les Etats-Unis ont menacé de le faire.

Ce qu'il y a eu de pire à Kyoto est la base très immorale de la coopération Nord-Sud qui s'est engagée. Il est important de comprendre que la structure de coopération Nord-Sud sous-entend que c'est au Sud d'aider le Nord, et spécialement les Etats-Unis, à atteindre les engagements les plus bas possible. Il n'y a pas de structure qui aide ensemble Nord et Sud à travailler de concert de manière équitable pour atteindre les objectifs de la Convention qui sont de réduire les chances d'un réchauffement global de la température.

Les pays en développement demandent tout simplement des mesures les aidant à réduire leurs émissions de CO₂ avec l'aide financière des pays développés. Leur quota de réduction doit être défini après.

A l'heure actuelle, on est loin de ce schéma : le mécanisme de réduction des émissions au Sud proposé à Kyoto vise seulement à aider le Nord à atteindre les objectifs de réduction qu'il a fixés. C'est sans doute dans ce sens qu'il faut comprendre l'exigence de « *participation significative* ? » ■

* Directeur du Centre pour la science et l'environnement de New-Delhi (Inde).